

OMAN : FICHE PAYS – OCTOBRE 2022

Catégorie OCDE (2022) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB- / Ba3 / BB

Change : Rial Omanais (OMR) / Régime de change fixe (ancré à l'USD)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



FORCES

- Efforts de consolidation budgétaire
- Part croissante des secteurs hors hydrocarbures dans l'activité économique
- Production de gaz prometteuse pour compenser la baisse de production du pétrole
- Stabilité politique

FAIBLESSES

- Dépendance aux revenus des hydrocarbures
- Taux de chômage des jeunes élevé et peine de l'économie à créer des emplois
- Besoin de financements externes à long-terme
- Subventions nombreuses et difficiles à retirer sous peine de contestations sociales

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Après une reprise timide (+2 % en 2021 après -2,8 % en 2020), le redressement de l'activité s'est intensifié à Oman au S1 2022 (+4 % en g.a) et la croissance du PIB avoisinerait +4 % en 2022, dans un contexte de hausse de la production et des prix pétroliers. L'activité devrait ralentir en 2023 mais des incertitudes demeurent (quotas de production de l'OPEP+, demande extérieure). La croissance du PIB reste attendue autour de 3 à 4 % pour 2023. Depuis 2020, Oman est engagé dans un grand plan de diversification de son économie, Vision 2040, qui devrait s'appuyer sur d'importants investissements publics dans les années à venir. Toutefois, l'économie resterait très dépendante de la volatilité du prix du pétrole, dont les réserves s'épuisent.
- Vulnérabilité des comptes publics : La hausse des cours des hydrocarbures stimule les recettes fiscales, permettant notamment de dégager le premier excédent budgétaire depuis 2014 (+4,3 % du PIB selon le FMI). Le gouvernement en profite pour alléger la dette publique qui devrait passer sous la barre des 50 % du PIB cette année. La poursuite des réformes (contrôle des dépenses et des subventions, augmentation des taxes) s'avère néanmoins nécessaire pour assurer une consolidation des finances publiques sur la durée tout en assurant les investissements pour diversifier l'économie.
- Vulnérabilité extérieure : Des exportations très dynamiques permettraient de renouer avec un fort excédent courant en 2022 (+7,3 % du PIB selon Fitch). Le signe du solde courant reste dépendant du niveau des prix des hydrocarbures. Le redressement des réserves de change (7,3 mois d'importations limite les risques sur le maintien de l'arrimage rial-dollar.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire a relativement bien résisté aux chocs récents grâce à de solides fondamentaux. L'exposition au marché immobilier reste un point de vigilance, même si les risques semblent limités à ce stade.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La transition du sultan Qabus au sultan Haïtham ben Tariq n'a pas marqué de rupture politique majeure. Toutefois, le Sultanat pourrait avoir à mener une réforme budgétaire impopulaire (baisse des subventions, taxes...).
- Climat des affaires : Les autorités multiplient les réformes pro-business pour attirer des IDE et favoriser la diversification.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : 18^{ème} pays le plus émetteur en termes d'émissions/habitants, Oman fait face à un risque de transition important avec son ultra-dépendance à la production d'hydrocarbures. D'ambitieux projets pour le développement de l'hydrogène vert constituent la pierre angulaire de la transition omanaise vers une production énergétique plus verte.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	40,7%	1 Émirats arabes	41,4%
2 Arabie saoudite	8,6%	2 Inde	6,7%
3 Émirats arabes	7,8%	3 Chine	6,2%
4 Corée du Sud	7,5%	4 Qatar	3,6%
36 France	0,2%	15 France	1,6%

Sources : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	72,1%	Automobiles	11,9%
Fonte, fer, acier	6,8%	Machinerie méca.	10,5%
Fertilisants	4,7%	Minerais	7,5%
Prod. chimiques orga.	4,6%	Machines électriques	6,5%
Plastiques	2,9%	Combustibles	6,3%

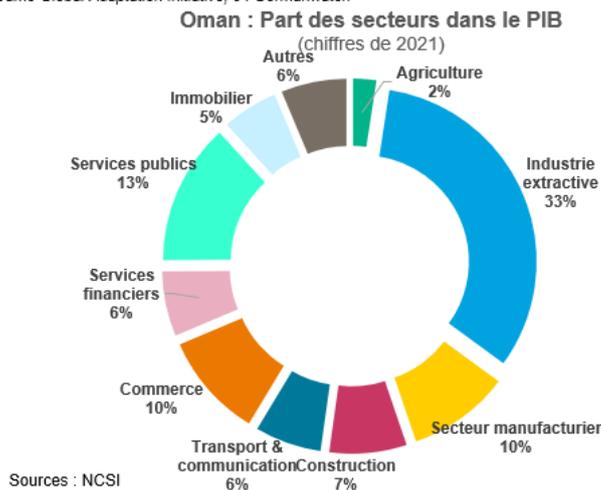
Sources : ITC



TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

OMAN	2018	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)	2023 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)*	92	88	74	86	109	111
	<i>Rang PIB mondial</i>	71	71	72	69	64
Population (Mns)*	4,6	4,6	4,4	4,5	4,6	4,8
	<i>Rang Population mondiale</i>	120	120	121	117	116
PIB / habitant (USD)*	19 884	19 069	16 641	18 968	23 541	23 193
Croissance PIB (%)	1,3	-1,1	-3,2	3,0	4,4	4,1
Inflation (moyenne annuelle, %)**	0,9	0,1	-0,9	1,5	2,6%	1,4%
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	15,8	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	44,7	52,5	69,7	62,9	45,4	41,1
Solde public (% PIB)	-6,7	-4,8	-16,1	-3,2	5,5	2,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-4,2%	-4,5%	-17,0%	-6,1%	6,2%	3,6%
IDE (% du PIB)***	5,7%	4,3%	3,1%	4,1%	2,8%	2,8%
Réserves (en mois d'importation B&S)***	8,7	9,6	9,3	11,0	11,6	11,5
Dette extérieure totale (% PIB)*	50,5%	59,1%	77,5%	82,3%	70,0%	72,6%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change**	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	NA	18,9	NA	NA	NA	NA
Taux de NPL**	2,7	3,5	4,2	4,2	NA	NA
ROE	10,5	6,4	5,7	6,8	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	91	90	92	95	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	68	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	13	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	85	81	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 10/22), *Banque Mondiale, **Central Bank of Oman, ***Oxford Economics, **** Fitch a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

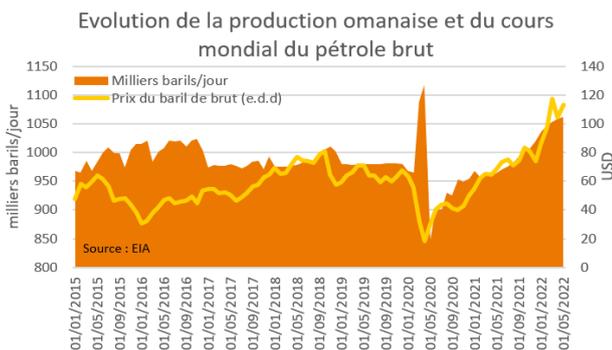




1. SITUATION ECONOMIQUE

• Fort rebond de l'activité en 2022

Après une année 2020 marquée par une double crise (sanitaire et pétrolière) et un rebond modeste en 2021 (+2 % après -2,8 % l'année précédente), l'activité économique s'est redressée à Oman au S1 2022 (+4 % en g.a). Le Sultanat a non seulement profité d'une forte hausse des prix des hydrocarbures¹ mais également de l'augmentation de sa production de pétrole (+10,3 % en g.a entre janvier et août), permis par un relâchement des quotas de l'OPEP+ (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole élargie), retrouvant des niveaux supérieurs aux pics de production de 2015-2016. Au S1 2022, la consommation privée (+3,3 % en g.a) a profité du relâchement progressif des restrictions sanitaires (fin de toutes les restrictions en mai) ainsi que des mesures de soutien pouvoir d'achat, qui ont par ailleurs permis de contenir l'inflation². Les exportations de biens hors-hydrocarbures ont progressé de +51,2 % en g.a au S1³, tandis que le tourisme continue sa reprise et accélérerait au T4 en lien avec les retombées des flux liés à coupe du monde FIFA au Qatar⁴.



Les principaux instituts statistiques tablent sur une croissance du PIB réel comprise entre +4 % et +5,6 % en 2022. Cela s'expliquerait par une croissance du PIB pétrolier dynamique et ce malgré la baisse de la production au T4, en lien avec la révision des quotas de production de l'OPEP+⁵. Une telle politique maintiendrait les prix des hydrocarbures à un niveau relativement élevé jusqu'à la fin de l'année (l'EIA table sur un prix du brut à 97 USD / baril en décembre 2022).

Par ailleurs, l'investissement devrait lui aussi bien se porter au S2, encouragé par le niveau des prix du pétrole et les efforts de diversification dans le cadre de Oman Vision 2040⁶. Après avoir atteint un pic de +4 % en février, du fait d'effets de base liés à l'introduction de la

¹ En particulier, le prix du baril de brut s'établit en moyenne à 106 USD depuis le début de l'année, contre 71 en 2021.

² Subventions supplémentaires (notamment sur le blé), baisse des factures d'électricité de 15 % entre mai et août, exonération de TVA sur certains produits.

³ Les exportations de produits minéraux (+108 % en g.a sur les cinq premiers mois) et de plastiques (+59 %) sont les principaux moteurs de cette dynamique.

TVA à 5 % en 2021, l'inflation a tendance à décélérer depuis, même pour les prix des biens alimentaires (Oman importe près de 50 % de son blé de Russie et d'Ukraine). Cela permettrait une bonne tenue de la consommation privée, soutenant une croissance de +4 % du commerce de détail et de +7,4 % des services en 2022 en g.a selon Fitch.

La Banque centrale (CBO) a néanmoins resserré les conditions de financement en augmentant ses taux d'intérêt de 325 pbb entre mars et septembre (le taux de référence s'établissant à 3,75 %). Dans le cadre de l'ancrage du rial à l'USD, la CBO aligne effectivement sa politique monétaire sur celle de la Fed, ainsi de nouvelles hausses sont à prévoir d'ici le T1 2023

• Ralentissement attendu en 2023

D'après les principaux instituts de prévisions, la croissance en 2023 devrait ralentir pour être comprise entre +2,7 et +4,1 % mais des incertitudes demeurent. Si l'EIA table sur des prix du pétrole qui resteraient élevés en 2023 (entre 95 USD et 99 USD / baril), une forte volatilité des prix et des pressions à la baisse sur la demande (contexte international moins favorable, particulièrement au sein des économies développées) pourrait être suivi par de nouvelles baisses des quotas de production, en accord avec l'OPEP+. Une telle situation pèserait sur l'activité et notamment sur l'investissement. De plus, la demande d'exportation restera dépendante de la gestion de la situation sanitaire en Chine (captant environ 75 % des exportations de pétrole et 25 % de celles de gaz d'Oman). La demande d'exportation devrait néanmoins profiter d'une croissance probablement soutenue en provenance de l'Inde, du Japon et de la Corée du Sud.

Dans le cadre de la stratégie Vision 2040, les investissements publics devraient s'intensifier (cf. fin de Partie 1) et soutenir l'activité, mais restent conditionnés au maintien d'un prix du pétrole élevé pour éviter une dégradation rapide des finances publiques (cf. Partie 2). La croissance de la consommation privée devrait s'accélérer (de +2,6 % en 2022 à +3,4 % en 2023 selon Fitch).

• Les perspectives de long terme s'améliorent mais des inquiétudes persistent

Le FMI prévoit une croissance moyenne de +2,7 % entre 2023 et 2027. Les perspectives de croissance d'Oman dépendent néanmoins des capacités à diversifier rapidement son économie. Or, les investissements nécessaires reposent largement sur des dépenses

⁴ Un redressement qui ne permet pas de renouer avec les niveaux pré pandémie : -15 % de touristes en juillet/août 2022 par rapport aux mêmes mois en 2019.

⁵ Après une annulation de la hausse de 100 000 barils par jour en septembre, l'OPEP+ a annoncé une baisse de 2 millions de barils par jour pour novembre pour soutenir les prix.

⁶ Ce programme économique, lancé en 2020, prévoit de porter la part de l'économie hors hydrocarbures à 90 % du PIB en 2040 avec le développement des secteurs de la logistique, du transport, du secteur minier et du tourisme.



publiques vulnérables face à la volatilité des prix pétroliers. De 2014 à 2020, la chute des cours pétroliers avait lourdement entravé les dépenses publiques.

Oman souffre par ailleurs d'un taux de chômage élevé chez les jeunes actifs et le marché du travail doit répondre au défi d'intégrer une part importante de sa population (27 % de la population a moins de 15 ans). Le pays pourrait avoir à arbitrer entre la diversification de l'économie, la création d'emploi d'une part et la nécessité de consolider les finances publiques à cause d'une baisse des recettes d'autre part (cf. partie 2).

Dans le cadre du programme « Vision 2040 », le Sultanat souhaite faire baisser la part des dépenses publiques dans le PIB de 37,6 % en 2021 à 25 % en 2040 et prévoit de faire passer ces investissements de plus en plus par des entités publiques⁷. De plus, Oman affiche sa volonté de développer les partenariats public-privé⁸. Le pays a aussi pour objectif d'augmenter fortement la part de ses réexportations dans les exportations totales en devenant un hub d'expéditions.

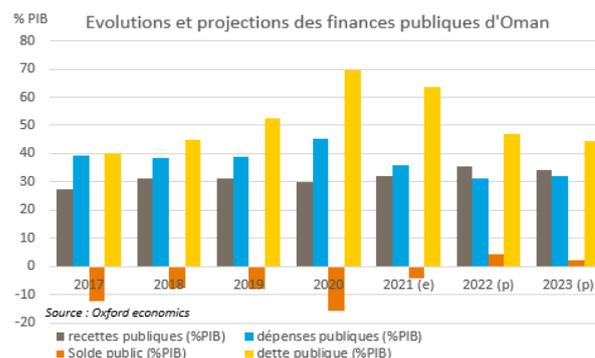
2. FINANCES PUBLIQUES

Oman devrait enregistrer le premier excédent budgétaire depuis 2014, de +5,5 % du PIB, en 2022 selon le FMI, après avoir connu des déficits en moyenne de -9,5 % du PIB entre 2014 et 2021. La croissance de 54% des revenus du gouvernement au S1 2022 en g.a est essentiellement liée aux revenus des hydrocarbures⁹ comptant pour environ 75 % des revenus totaux. Cette tendance devrait se prolonger au S2. Les dépenses ont aussi grimpé de +8,6 % au S1, principalement du fait de la hausse des subventions, et devraient ralentir au S2, traduisant la discipline budgétaire que s'impose les autorités omanaises ces dernières années. Cet excédent budgétaire permettrait de réduire drastiquement la dette publique du pays de 62,9 % en 2021 à 45,4 % du PIB en 2022 selon le FMI, le gouvernement s'étant engagé à utiliser une grande partie des revenus exceptionnels pour la réduire. En 2022, Oman a déjà procédé notamment au rachat d'obligations à maturité 2025-2032 et au remboursement d'une échéance de prêt à la Chine.

Cette situation devrait se prolonger à moyen terme. Le FMI attend un nouvel excédent budgétaire de +2,3 % du PIB en 2023 grâce à des dépenses contenues et malgré une baisse potentielle du prix du brut et un ralentissement de la croissance de la production d'hydrocarbures. Cette bonne dynamique a conduit S&P et Fitch à revoir leur note souveraine à la hausse en août, de B+ à BB- pour l'un et de BB- à BB pour l'autre.

⁷ Par exemple, l'*Energy Development Oman* et l'*Oman Investment Authority*, le fond souverain omanais, investissent déjà fortement dans l'amélioration des capacités de production dans le secteur manufacturier et des infrastructures logistiques et de transport dans le but de favoriser le développement des activités hors hydrocarbures (pétrochimie, métaux, plastique).

⁸ En particulier, Oman compte dessus pour la construction d'écoles et des projets dans le cadre du « Programme National



Toutefois, une baisse des cours ou de la production d'hydrocarbures pourrait fortement peser sur les revenus du gouvernement. Un retour à un déficit budgétaire est attendu pour 2025 par Fitch, pour qui la diversification de l'économie en cours (cf. partie 1) serait insuffisante et les revenus des hydrocarbures devraient continuer de représenter plus de 60 % du total jusqu'au moins 2026 et baisser progressivement à cause de l'épuisement des réserves de pétrole. Des ventes de parts d'entreprises d'Etat pourraient intervenir pour venir supporter les recettes et limiter un creusement du déficit. Pour augmenter ses revenus, le gouvernement pourrait aussi augmenter les taxes, dans la lignée de la TVA à 5 % mise en place en 2021. Pour baisser ses dépenses, il pourrait réduire le système de subventions publiques qui concerne quasiment toute l'économie, solution déjà envisagée plusieurs fois par le gouvernement, sans application jusqu'ici.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• 2022 : premier excédent courant depuis 2013

Après un déficit de -6,1 % du PIB en 2021, le FMI prévoit un excédent courant de +6,2 % en 2022, en raison de la croissance plus soutenue des exportations d'hydrocarbures et hors-hydrocarbures (respectivement +83 % et +46 % en g.a au S1) que des importations (+55 %). Le déficit de la balance des services devrait se réduire de -7,8 % en 2021 à -5,1 % en 2022 selon Fitch grâce aux efforts du gouvernement pour soutenir le tourisme. En 2023, l'excédent courant serait de +3,6 % du PIB selon le FMI (en baisse mais relativement élevé par rapport à la moyenne de -8,9 % de déficit courant entre 2014 et 2021). Cette baisse interviendrait dans un contexte de ralentissement attendu de la demande mondiale d'hydrocarbures¹⁰ et de probables révisions des perspectives de production de l'OPEP+, qui amènerait à une décélération des exportations. Une forte croissance des importations est aussi attendue pour effectuer les investissements en ligne avec Vision

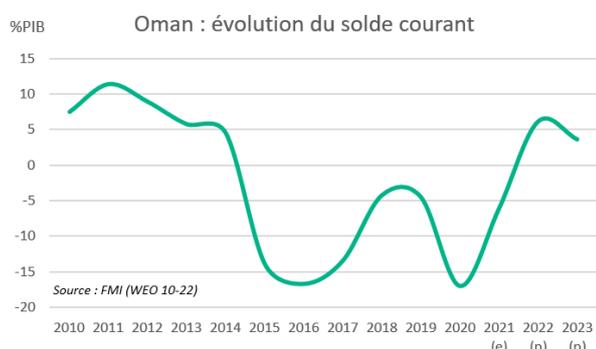
pour le Développement de l'Investissement et des Exportations ».

⁹ Au S1 en g.a, les revenus du pétrole ont augmenté de +40 % et ceux du gaz de +138 %.

¹⁰ Baisse de la demande mondiale de pétrole de 13 % en 2023 par rapport à 2022, selon les prévisions de l'OPEP d'août 2022.



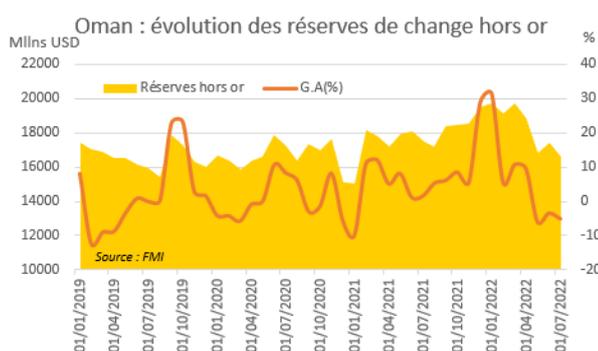
2040. La bonne tenue des exportations de gaz naturel et hors hydrocarbures (+16,8% en 2023 selon Fitch) devrait cependant partiellement compenser ces effets négatifs sur la balance commerciale.



• Renforcement de l'ancrage du rial

Les excédents attendus du compte courant devraient permettre d'augmenter les réserves de change de +1 % en 2022 et en 2023 selon Fitch, permettant de conserver une couverture des importations autour de 11,5 mois, tout en réduisant la dette extérieure¹¹. De plus, la hausse des taux d'intérêt réels et l'amélioration du climat des affaires (cf. partie 4) devraient stimuler les investissements étrangers. Le stock d'IDE en 2021 a augmenté de +9,7 % par rapport à 2020 et +18,9 % par rapport à 2019.

Ces éléments amènent à considérablement réduire les risques qui ont pu peser par le passé sur le maintien de l'arrimage du rial à l'USD et perdura tant que le pays ne replonge pas dans une nouvelle période d'importants déficits jumeaux.



4. ASPECTS POLITIQUES

• Stabilité politique à court terme

L'accession au pouvoir du sultan Haïtham ben Tariq à la mort du sultan Qabus ibn Saïd en janvier 2020 s'est fait sans perturbation majeure. De nombreux ministres et

¹¹ Selon Oxford Economics, elle devrait passer de 82 % du PIB en 2021 à 70 % en 2022.

¹² Le gouvernement a déjà « rétro-pédalé » plusieurs fois par le passé face aux protestations populaires. Par exemples lorsqu'il a tenté de supprimer les contrôles sur les prix de la plupart des produits en 2014 et les subventions sur l'électricité en 2021.

hommes d'Etat ont conservé leur poste, permettant une certaine continuité politique. De plus, la récente émission de 13 décrets royaux visant à réorganiser l'administration et faciliter le passage et l'implémentation des politiques devrait améliorer la gouvernance. Ces décrets visent aussi à lutter contre la corruption et améliorer l'Etat de droit, ce qui pourrait renforcer la popularité du Sultan.

Toutefois, les réformes budgétaires probables (baisse des subventions, hausse des taxes, blocage des salaires dans le secteur public...) à venir pour faire face à une situation probable de baisse de la production et de stabilisation des prix du pétrole sont largement impopulaires et pourraient entraîner des troubles sociaux¹².

• Un climat des affaires en voie d'amélioration

Depuis plusieurs années, les autorités cherchent à attirer les capitaux étrangers pour contribuer à la diversification de l'économie. Le gouvernement s'est engagé à alléger la bureaucratie, pour le moment encore très pesante¹³. La mise en place de son *National Digital Transformation Program 2021-2025* montre aussi la volonté de développer et étendre les infrastructures digitales. En mars, une loi permet aux sociétés par actions omanaises d'être détenues à 100 % par des étrangers. L'objectif affiché dans « Oman's Vision 2040 » est d'augmenter les flux annuels d'IDE à 10 % du PIB en 2040 et de les concentrer dans les secteurs non pétroliers.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire de l'accord de Paris sur le climat (ratifié en 2019) et 18^{ème} pays mondial en termes d'émissions de CO2/habitant avec 14 tonnes par an, Oman ne s'est pas fixé d'horizon de neutralité carbone. Le pays mise beaucoup sur l'hydrogène vert pour décarboner sa production énergétique. Le projet *Green Energy Oman (GEO)* est le plus gros projet de ce type dans le monde. Il vise à développer une zone industrielle de 6 500km² pour l'hydrogène vert¹⁴.

Cependant, malgré ses efforts de diversification économique, Oman restera sans doute extrêmement dépendant de la production de pétrole dans la décennie à venir. De plus, le besoin d'austérité budgétaire pourrait ralentir les ambitions du pays. Le développement d'un tissu industriel hors hydrocarbures nécessite aussi une hausse des besoins en énergie. La demande domestique de gaz à usage industriel devrait notamment continuer de croître dans les années à venir.

¹³ Le gouvernement souhaite notamment baisser le nombre de comités et la durée des procédures de vérification pour l'acquisition d'un permis de construire.

¹⁴ Oman bénéficie d'une situation favorable pour développer une telle industrie avec beaucoup d'ensoleillement, des vents forts la nuit, beaucoup d'espaces disponibles et une proximité des voies maritimes internationales pour l'exportation.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Maxime Hautin

Economiste stagiaire

maxime.hutin@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.